

## Quelques exemples des conséquences de la guerre sur le monde du travail

### Pertes dues à la coupure d'Internet pour l'économie iranienne en crise : de 3 à 18 milliards de dollars

- La coupure généralisée d'Internet en Iran a infligé des dommages considérables à l'économie numérique ; selon les estimations, les pertes causées par ces perturbations dépassent 3 milliards de dollars et pourraient atteindre 18 milliards de dollars.
- Selon les données, environ 10 millions de citoyen.nes gagnent leur vie directement ou indirectement grâce à Internet. Parmi eux/elles, près de 2,5 millions ont lancé leurs activités commerciales sur Instagram. Les coupures d'Internet durant cette période ont pratiquement entraîné l'arrêt de ces activités, et de nombreux acteurs de la vente en ligne ont signalé une forte baisse, voire une interruption totale, de leurs revenus.

Source : Article paru en Iran dans le journal Donya-ye Eqtesad

### Les locataires dans une situation de crise en Iran

- Le chômage causé par la guerre a plongé les locataires dans une situation de crise.
- La hausse des loyers, combinée au chômage, au retard de paiement des salaires et à la crainte de licenciements, a placé une partie des ménages locataires dans une grande difficulté, allant jusqu'à créer un risque de « retour au domicile familial » ou de « migration vers les périphéries ».
- L'inflation des loyers sur plusieurs années, ainsi que l'absence d'une augmentation proportionnelle des salaires depuis 2019, ont également intensifié cette pression.
- En mars dernier, le loyer moyen à Téhéran était de 3 500 euros par mois, et de 700 euros en versant une caution d'environ 80 000 euros.
- La moitié des locataires se trouvent dans une situation de pauvreté locative absolue, et les personnes dont les revenus sont situés dans les premier et deuxième déciles appartiennent presque toute aux populations les plus pauvres.
- Le journal Donya-e-Eqtesad a écrit : une étude de terrain sur les réactions de 13 locataires face aux conséquences de la guerre relève les points suivants :
  - Demande de délai supplémentaire, retrait sur le dépôt de garantie, déménagement vers un logement plus petit, paiement du loyer de mars avec le salaire de février, forte réduction des dépenses, migration vers les périphéries, vente de la voiture, retour au domicile des parents, perception d'allocations chômage, travail dans les taxis en ligne, etc.

### Suspension des services d'assurance sociale

L'Organisme de sécurité sociale a suspendu les services d'assurances sociale des salarié.es du secteur privé, en invoquant le non-paiement des cotisations par les employeurs pendant la période de guerre.

Selon le média *Asr Khabar*, alors que des organismes publics comme l'Organisation des affaires fiscales ont reporté les obligations financières des citoyen.nes en annonçant un délai de grâce, l'Organisme de sécurité sociale a, quant à lui, suspendu les allocations des salarié.es du privé sous prétexte du non-paiement des cotisations patronales durant la période de guerre.

Il existe de nombreux rapports selon lesquels, lorsque des personnes se sont rendues dans des centres de soins et des pharmacies, leurs prestations de sécurité sociale avaient été suspendues, et elles ont été contraintes de payer intégralement les médicaments et les soins

Nous exigeons que le Ministère de la santé règle de toute urgence cette question avec l'organisme de sécurité sociale, car les responsables de ces institutions ne prêtent pas beaucoup d'attention à la situation actuelle dans le pays.

Source : Groupe Union des retraités.es

## **Les conséquences de la guerre sur les salarié.es de l'industrie pétrochimique**

### **La situation dans les régions de Mahshahr et Assaluyeh**

Ebrahim Pirayesh, secrétaire exécutif de la Maison des travailleurs de Bandar Imam, a déclaré qu'actuellement les travailleurs/euses se rendent sur leur lieu de travail avec seulement la moitié, voire un tiers de leur capacité de travail habituelle. Ils/elles sont le plus souvent dans une zone en état d'alerte, ou travaillent à leur domicile. En raison de la poursuite des opérations de déblaiement des lieux ayant subi des bombardements, et des exigences de sécurité, ils/elles ne sont pas autorisé.es à être présent.es à temps plein sur le lieu de travail. A certains moments, peut-être seulement un cinquième des travailleurs/euses sont effectivement sur place.

Cette baisse de présence n'est pas seulement une question technique ou de sécurité, mais elle a des conséquences sur les moyens de subsistance des salarié.es :

Bien que les jours où les salarié.es sont présent.es sur leur lieu de travail soient rémunérés, une grande partie de leurs revenus habituels dépend habituellement des heures supplémentaires. Si ces heures supplémentaires sont supprimées, le salaire minimum prévu par le droit du travail ne couvre même pas un cinquième des dépenses d'une famille ouvrière.

Si cette tendance se poursuit, une grande partie de la main-d'œuvre se retrouvera au chômage. Le secrétaire exécutif de la Maison des travailleurs de Bandar Imam a précisé que 70 % de ces travailleurs/euses ne sont même pas capables de supporter un ou deux mois de chômage temporaire, et qu'il faudrait que le gouvernement prenne immédiatement des mesures face à la possible fermeture d'ateliers et à la prolongation de la situation actuelle.

Bien sûr, dans de nombreuses entreprises pétrochimiques, il a été indiqué au personnel en activité (ouvrier.es et employé.es) que, dans les conditions actuelles, le paiement des salaires et même des assurances sociales est possible pendant deux à trois mois. Si la reconstruction se prolonge, les salarié.es d'exécution et même les ingénieur.es de production seront concerné.es par des licenciements.

Source : Groupe Union des retraités

### **Baisse des statistiques de l'emploi en temps de guerre : plus d'un million de chômeurs**

Les conditions de guerre imposées à l'économie du pays, au-delà des dommages humains et matériels, ont entraîné une profonde désorganisation des relations du marché du travail, et une grave détérioration de la sécurité de l'emploi. Selon le média Asr Iran, le choc provoqué par la récente agression militaire, en paralysant les chaînes de production et en perturbant les échanges commerciaux, a imposé une vague de licenciements dans les secteurs productifs et les services. D'après les premières estimations, cela concernerait plus d'un million de personnes.

Cette crise a d'une part gravement mis en péril les moyens de subsistance des ménages, et, d'autre part a remis en cause la stabilité des caisses d'assurance ainsi que l'équilibre budgétaire de l'État. En réalité, le passage soudain d'une économie de paix à une économie de guerre a entraîné une réduction considérable de la main-d'œuvre, qualifiée et non qualifiée. La présente analyse, en se concentrant sur les dimensions de cette chute massive de l'emploi, examine les causes réelles de l'augmentation récente du chômage. Afin de prévenir l'effondrement des standards de vie, cette analyse propose des solutions visant à protéger la classe ouvrière contre les chocs inflationnistes et

les difficultés de subsistance liées à la guerre,

Vendredi 24 avril 2026

### **Pénurie d'insuline pour les patient.es diabétiques en situation de guerre**

Malgré les affirmations des responsables sur la stabilité des stocks de médicaments, des rapports font état d'une pénurie et d'un accès difficile à l'insuline dans différentes villes. En réalité, les déclarations des responsables sont infondées.

- En situation de guerre, les patient.es atteint.es de diabète sont confronté.es, en plus du stress, à une forte augmentation du prix des médicaments et des équipements (jusqu'à 300 %), ainsi qu'à une réduction de la couverture de l'assurance maladie. Selon ce rapport, dans de nombreuses régions, les médicaments sont soit pas distribués, soit difficiles à trouver, et certain.es patient.es ont été contraint.es de réduire leur consommation ou de changer de traitement.
- La poursuite de cette situation menace le processus de traitement des patient.es, et peut entraîner à moyen terme des conséquences graves sur leur santé.